

**EXTRAIT DU REGISTRE DES  
DELIBERATIONS DU BUREAU DU SYNDICAT  
DU 06 FÉVRIER 2019**

JP/VA

**OBJET : 1.3. COMPTEURS EAU POTABLE – ACCESSIBILITE / EXPERIMENTATION RADIORELÈVE - PROPOSITIONS**

L'an deux mille dix-neuf, le six du mois de février à dix heures, le BUREAU DU SYNDICAT DES EAUX DU BASSIN DE L'ARDECHE - S.E.B.A. -, dûment convoqué par le Président du Syndicat, s'est réuni au siège du Syndicat, sis quartier Les Vergnades à LARGENTIERE, sous la présidence de M. Jean PASCAL, Président du Syndicat.

Étaient présents :

M. Jean PASCAL, Président du Syndicat,  
M. Gilles DEVANCIARD, Vice-Président du Syndicat,  
M. Philippe SAUBIN, Vice-Président du Syndicat,  
M. Jacques CHARRIERE, Vice-Président du Syndicat,  
M. Jean-Claude BACCONNIER, Vice-Président du Syndicat  
M. Angelin RAMANMALI, Vice-Président du Syndicat,  
M. Jean-Manuel GARRIDO, Vice-Président du Syndicat,

M. Christian FAUGIER, Vice-Président du Syndicat,  
Mme Geneviève CHASTAGNIER, Vice-Présidente du Syndicat,  
M. Joseph FALLOT, Vice-Président du Syndicat,  
M. Patrice FLAMBEAUX, Vice-Président du Syndicat,  
M. Jean-François CUTTIER, Vice-Président du Syndicat,  
M. Jean-Léon VIELLARD, Vice-Président du Syndicat,

Étaient excusés :

M. Philippe MERINE, Vice-Président du Syndicat,  
M. Stéphane CIVIER, Vice-Président du Syndicat,  
M. Max DIVOL, Vice-Président du Syndicat,

A été élu secrétaire de séance : M. Angelin RAMANMALI

## **OBJET : 1.3. COMPTEURS EAU POTABLE – ACCESSIBILITE / EXPERIMENTATION RADIORELEVÉ PROPOSITIONS**

**(La présente délibération a été soumise à l'examen du Bureau en vertu de l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales et des délibérations du Comité Syndical en date du 26 mai 2014 et 3 juillet 2017).**

Depuis plusieurs années, la majorité des services d'eau potable examinent la question d'une relève à distance des compteurs.

En effet, la relève des compteurs est une tâche essentielle ; toutefois, elle constitue une tâche fastidieuse et chronophage. En 2018, au SEBA, elle a nécessité la mobilisation durant trois mois de 2 à 3 agents par antennes soit environ 75 semaines-agent.

Les enjeux d'une relève à distance sont principalement :

- La possibilité d'effectuer au moins deux relèves par an et de ne plus produire de factures estimatives ;
- Une meilleure prévention des fuites chez l'utilisateur ;
- Une action sur les risques professionnels chez les agents ;
- Une action innovante, cette technologie étant encore peu usitée en Ardèche.

Le collège exécutif a plusieurs fois travaillé sur cette question et fait les propositions suivantes :

- ➔ Au vu du territoire : privilégier la radiorelève (plutôt que la télérelève) ;
- ➔ À partir de 2020, déploiement de la radiorelève, en 3 ans ;
- ➔ A partir de 2019, expérimentation à petite échelle pour affiner la mise en œuvre et les obstacles à lever à grande échelle ;
- ➔ Priorité donnée à l'accessibilité des compteurs (environ 1500 compteurs dits inaccessibles) dès 2019.

La mise en œuvre de ces lignes directrices pourrait se dérouler comme suit :

- Expérimentation de la radiorelève sur deux territoires (un urbain et un rural) dès 2019 :
  - ➔ A Saint-André-de-Cruzières (commune entière – 390 compteurs de deux marques différentes),
  - ➔ En partie urbanisée de Vals-les-Bains (rue Jean Jaurès 381 compteurs).

Cela nécessite l'achat de :

- 398 compteurs neufs, équipés radiorelève. Le coût est estimé à 22 000 € HT au vu de devis reçus suite à une consultation directe de deux fournisseurs. L'UGAP propose également ce produit mais à un prix moins avantageux.

- 373 têtes émettrices chez les fournisseurs des compteurs récents (achat exclusif) : 240 pièces ITRON (8500 €), 133 pièces SENSUS (5900 €). L'UGAP propose également ces produits, mais à prix un peu moins avantageux.

- 4 centrales d'acquisition, 2 de chaque marque : 1 000 €/unité, achat exclusif en direct chez les fournisseurs à prévoir.

- Un logiciel de gestion (fournisseur Itron) pour la phase test. Sa mise en œuvre est estimée à 4 500 €, formation comprise. Un abonnement annuel de 1 000 € / an pour la phase test (le prix unitaire par compteur approcherait ensuite les 50 cts pour 25 000 unités).

Enfin, d'un point de vue « temps agent », pour le changement et l'équipement de ces 800 compteurs, il est proposé de recourir à une mission ponctuelle d'un nouvel agent : 1 personne par territoire sur deux mois ou un contrat de 4 mois minimum.

- Accessibilité des compteurs (sortir 1500 compteurs dès 2019) :

Une première partie de l'opération est budgétée en 2019.

En raison de la nature même de l'opération, un maître d'œuvre extérieur – ~~hommes pour la préparation des pièces~~ techniques du (ou des) marchés publics de travaux – n'apportera pas de plus-value. Pour être menée à bien, cette mission est à encadrer en interne avec 1 ETP supplémentaire au sein du bureau d'études.

L'agent en charge du suivi de ce dossier pourra mener à la fois le programme d'accessibilité des compteurs, et également le déploiement des phases d'expérimentation de radiorelève. Un profil de terrain, autonome et rigoureux, sera recherché. Un débutant pourra être accepté s'il est doté d'un sens pratique de terrain.

La mission risque de dépasser la durée de 18 mois (voir planning ci-joint), maximum légal pour un CDD de niveau catégorie B ou C. Il est donc proposé, dans un premier temps, de créer un poste au bureau d'études, lequel sera pourvu par un agent de niveau catégorie B ou C.

- Achats de compteurs pour les années 2019-2020 :

Il est proposé de maintenir le rythme d'un remplacement de 1500 compteurs par an.

En raisonnant sur les années 2019-2020, cela signifie un achat de 3000 compteurs auxquels s'ajoutent 500 compteurs pour les nouveaux abonnés (coût estimé : 100 000 € pour les 2 années). Dans le cadre de la mise en place de la radiorelève, ces compteurs seront à équiper de têtes émettrices lors du déploiement global de la solution retenue.

Après en avoir débattu, le bureau syndical, à l'unanimité des membres présents, **ADOpte** les propositions suivantes :

- ouverture des postes d'agents nécessaires,
- validation d'une économie globale en matière de commande publique telle que décrite précédemment,
- donner délégation au président pour engager les achats correspondants.

POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME,

Le Président,

Jean PASCAL